

Population martiniquaise et sentiment indépendantiste : quelles solutions pour quel avenir ?

Titre(s) : Population martiniquaise et sentiment indépendantiste : quelles solutions pour quel avenir ? /
Lionel CLERC

Auteur(s) : CLERC, Lionel

Editeur, producteur : 2003 COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE

Autres classifications : TRAV

Note(s) : Groupe : A3

Numéro promotion : Promotion 2002-2003

Note sur la description bibliographique : I:10è promo/ 03 Les minorités

Note de thèses et écrits académiques : Géopolitique

Résumé ou extrait : Le sentiment indépendantiste est présent dans la population martiniquaise depuis longtemps mais s'est développé principalement à partir des années 60, après la constatation de l'échec de la départementalisation, dernier instrument de la politique d'assimilation menée de la France depuis deux siècles. Le développement du sentiment indépendantiste dans la population générale, alors que les dirigeants des partis politiques indépendantistes s'orientent plutôt vers l'autonomie (mais peut-être s'agit-il d'une démarche visant à acquérir une certaine "respectabilité"?), est lié à la crise majeure qui frappe ce département d'Outre-Mer. Cette crise est tout d'abord d'origine identitaire. Le "passif" de l'esclavage, parfois savamment exploité, représente un élément majeur qui a laissé un profond traumatisme dans la population de couleur. Il s'agit ensuite d'une crise économique structurelle liée à l'insularité, à l'éloignement de la métropole et à la géopolitique particulière de la Caraïbe, qui provoque à son tour une crise sociale en raison du fort taux de chômage. Enfin, il s'agit aussi d'une crise politico-institutionnelle en raison d'une organisation administrative inadaptée à l'environnement culturel et social de l'île. Une évolution semble se dessiner au travers de la nouvelle loi de programme pour l'Outre-Mer en fin d'élaboration, qui pourrait donner les moyens de relancer les secteurs d'activités économiques en crise et de soutenir le marché du travail. Mais cette loi ne semble pas marquer une rupture avec les précédentes sur le plan de la réforme des institutions et de l'organisation administrative de l'île. Or c'est là que devrait se faire la principale évolution, vers une véritable autonomie, conformément aux propositions contenues dans le "Projet Martinique" et en se servant de l'expérience des autres îles des Caraïbes et des statuts de la Corse et de la Nouvelle-Calédonie.

Sujet(s) : SOUVERAINETE

DOM TOM

ESCLAVAGE

GÉOPOLITIQUE

Adresse électronique et mode d'accès : <https://bibliotheques-numeriques.defense.gouv.fr/koha/documents/cdem/D280.pdf>